



Ni les actionnaires, ni les réactionnaires : Un 1^{er} mai pour les travailleuses et travailleur

Le 1^{er} mai, journée internationale des travailleuses et travailleurs, se déroule dans un contexte marqué par des guerres terriblement meurtrières. La guerre aux portes de l'Europe, n'en a pas fini d'avoir des conséquences sur notre économie et qui sait, plus tard, sur notre mode de vie. Les tensions déjà existantes au moyen orient alimentent encore un peu plus le risque d'un embrasement planétaire et le choc d'une guerre purement binaire de l'Occident contre le reste du monde. Nos organisations syndicales réaffirment leur engagement pour une paix juste et durable dans le cadre du droit international, qui ne peut se faire aux conditions de l'agresseur, quel qu'il soit.

En France, les travailleuses et travailleurs sont sous la menace d'un nouveau plan d'austérité. Depuis que Macron préside à la destinée de la France, les choix qu'il a opérés se sont systématiquement pliés aux exigences des GOPÉ (Grandes Orientations des Politiques Économiques) que le Conseil de l'Union Européenne adresse chaque année aux Etats membres. Ces préconisations, considérées par la France comme des directives depuis 2007, annoncent en toute transparence les réformes structurelles et les plans d'austérité budgétaires qui viennent impacter la vie quotidienne des travailleuses et des travailleurs dans toute l'Europe.

Afin d'éviter une nouvelle dégradation de la France par les agences de notation, et retrouver la confiance des Banques auxquelles notre Gouvernement est inféodé, ce dernier s'oriente donc vers encore plus de rigueur budgétaire pour maintenir la soutenabilité de sa dette.

Cette dette est aujourd'hui de 3000 milliards d'euros alors qu'en 2017 elle était à hauteur de 2300 milliards. 700 milliards de dette supplémentaire en sept ans, c'est le triste résultat d'une gestion administrative et financière de la France complètement désorganisée et incohérente.

Plutôt que de tirer les leçons de cette véritable gabegie, le Gouvernement continue de multiplier les cadeaux aux entreprises.

A titre d'exemple, plus de 100 milliards d'euros ont été alloués aux entreprises à travers le CICE de 2013 à 2019 sans aucune contrepartie.

Le gouvernement annonce faire des milliards d'économies sur les politiques sociales et les services publics, la transition écologique ou en faisant les poches des chômeuses et chômeurs, de celles et ceux qui sont malades, ou encore en s'attaquant une nouvelle fois au Code du travail.

Cette politique hors sol aggrave les inégalités sociales !

Loin de "désmicardiser" le pays, le gouvernement poursuit sa politique au service des plus riches en distribuant de l'argent public aux entreprises privées, notamment les plus grosses, sous forme d'exonérations de cotisations sociales.

Plus les salaires sont bas, plus les aides publiques sont conséquentes, ce qui encourage les directions d'entreprises à maintenir des millions de salariés avec des fiches de paie proches du SMIC. Il y a urgence à augmenter les salaires et les retraites.

La précarité et la pauvreté gagnent du terrain, en particulier chez les étudiant.es : un.e sur deux travaille pour financer ses études, deux étudiant.es sur trois sautent régulièrement des repas et plus de trois étudiant.es sur dix renoncent à des soins faute d'argent. Un.e sur deux est mal logé.e Un.e étudiant.e sur 5 ne mange

pas à sa faim. Il faut augmenter les minima sociaux, les bourses d'études et réformer en urgence ce système d'aide pour que chacun.e puisse étudier dans des conditions dignes.

En France comme dans le reste de l'Europe, le pouvoir d'achat, les inégalités sociales et la précarité, l'inégalité professionnelle entre les femmes et les hommes, la place du Travail dans nos vies, l'emploi des seniors, le changement climatique, la transition écologique et la réindustrialisation, doivent rester nos luttes prioritaires .

Pour les élections européennes du 9 juin 2024, les sondages prédisent une forte progression des partis d'extrême droite.

Ces partis pourraient devenir des acteurs incontournables dans les institutions européennes et notamment dans la formation de la prochaine Commission européenne.

Les conséquences seraient alors lourdes pour les travailleuses et les travailleurs des Etats membres.

Mais cette poussée n'est pas irréversible !

L'extrême droite, c'est la perspective d'un repli sur soi inutile et dangereux, et une menace pour la construction d'un espace européen de libertés et de progrès sociaux. S'il reste énormément de progrès à faire, ceux déjà obtenus sur des décennies seraient détricotés et les avancées sociales anéanties.

Nous voulons démasquer l'extrême droite, qui tient un discours de séduction des travailleurs et travailleuses alors que ses positions réelles, comme le montrent ses votes au Parlement européen, sont à mille lieux de l'intérêt des travailleurs et de la justice sociale.

C'est pourquoi nos organisations syndicales se mobilisent dans le cadre de la campagne de ces élections pour retrouver en Europe les conditions d'une démocratie sociale vivante et sereine, et pour construire une société tournée vers la justice, le partage, le soin, la solidarité, la protection, qui donne à chacun et chacune le pouvoir de vivre dignement.

Nos organisations syndicales militent pour le renforcement de la protection sociale et s'opposent aux projets de contre-réformes qui réduisent les droits et acquis des travailleurs et travailleuses.

Le 1^{er} mai doit aussi être le prolongement des mobilisations du 8 mars pour l'égalité réelle alors que les femmes sont moins payées et plus souvent en situation de précarité.

Nos organisations syndicales appellent donc à s'opposer aux politiques d'austérité en France comme en Europe.

Alors que des profits records sont enregistrés, il faut sortir du choix délétère que l'on nous impose.

Pour une Europe sociale et non libérale : ni dépendance à la finance, ni poison de l'extrême-droite, pire ennemi des travailleurs et travailleuses !

Elles dénoncent les attaques aux libertés collectives et individuelles, notamment contre les bourses du travail et le droit de manifester, les libertés syndicales mais aussi les entraves à la liberté d'expression, par exemple sous-couvert des lois anti-terroristes.

Nos organisations syndicales appellent les travailleuses et travailleurs, les jeunes, étudiant.es, et retraité.es, à manifester partout en France le 1^{er} mai contre la montée de l'extrême-droite en Europe, contre l'austérité, pour l'emploi, les salaires, les services publics, la protection sociale, les libertés et la paix juste et durable dans le monde.

Le 17 avril 2024